L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 18 OCTOBRE 1881. 55me Année.

Durnet, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 18 OCTOBRE 1881.

Nécessité des chemins de fer en Louisiane.

Le tableau de statistique présenté cette année sur le revenu des chemins de fer aux Etats-Unis est, à ce qu'il paraît, fort satisfaisant. Les compagnies n'ont pas eu lieu de se plaindre. Sur une centaine de chemins de fer, on n'en compte que sept ou huit qui aient rapporté moins que l'année précédente. Il y a eu augmentation de revenu sur tous les autres. Cela ne veut pas dire que tous aient rendu des sommes au-dessus d'un intérêt ordinaire comme placement de capital, mais cela indique clairement que le bénéfice est prochain. Il a même été déjà réalisé par nombre de compagnies dont le revenu est aujourd'hui de beaucoup supérieur à celui qu'en les capitaux, employés de toute autre manière, pourraient rendre.

Maintenant, compte les chemins rendent rarement aux Etats-Unis, on peut dire que les voies ferrées, qui ne répondent pas encore à l'attente des compagnies, y répondront bientôt et d'une manière assez sérieuse pour que, loin de regretter de les avoir construites, on s'en félicite au contraire et pour qu'on se prépare à en construire d'autres. Il y a bien longtemps qu'on a dit que, dans les pays nouveaux, les chemins de fer ne doivent pas attendre que les populations les demandent, mais qu'il faut qu'ils les précèdent afin de les faire venir plus vite. Ainsi, d'après cela, ce n'est pas l'immigration qui fait les chemins de fer, ce sont les chemins de fer qui font l'immigration. Mais il est clair que, si ces éléments d'immigration manquaient, les chemins de fer ne pourraient pas les créer.

Les gigantesques progrès de l'exploitation du sol dans le nord-ouest sont le résultat de la multiplication des voies de communication ouvertes à l'industrie. Par ces voies de communication, non-seulement l'immigrant a pu s'établir dans des terres à bon marché, mais encore il a pu travailler des terres neuves et fertiles, ce qui doublait et triplait l'avantage ambitionné par lui dans son changement de patrie.

Cet avantage ne lui a manqué nulle part sur le domaine fédéral, et nous n'avons pas encore vu d'immigrants cultivateurs qui regrettent d'avoir quitté le Vieux-Monde et d'avoir planté leur pénates dans le Nouveau. Ils ont trouvé tel l'espace et l'abondance, car l'espace donne le produit quand il est travaillé, et l'abondance fait un moins l'aisance quand elle ne fait pas la fortune.

Dans ces dernières années, l'histoire du Texas donne amplement raison à nos remarques. On a vu dans cet Etat la multiplication presque simultanée des chemins de fer et de la population, et tant que le Texas pourra fournir aux émigrants européens un sol à bon marché et le moyen d'y atteindre par des voies économiques, cette immigration continuera et augmentera même dans. On demandera peut-être comment il se fait que ce double progrès n'ait pas lieu aussi bien dans les autres Etats du Sud où cependant les immigrants trouveraient aussi des avantages de même nature. Il y a même des Etats du Sud qui leur en offriraient de plus grands. La Louisiane, par exemple, est un de ces Etats et le premier de tous. Il y a plus de ressources pour l'émigrant en Louisiane que partout ailleurs, et cependant la population n'y progresse pas fortement sous le rapport du nombre.

Est-ce le danger des épidémies qui détourne de nous les émigrants européens? Non, car on sait que les campagnes de la Louisiane ne sont pas plus sujettes à ce danger que les campagnes du Texas; on sait qu'on y jouit d'une santé aussi robuste et qu'on peut y atteindre à la même longévité. On signale même de temps à autre, en Louisiane, des cas de longévité extraordinaire et qui seraient extraordinaires dans tous les pays. Il y a donc autant de sécurité en cet Etat que partout ailleurs pour l'émigrant cultivateur, et l'on s'étonnera toujours qu'il donne la préférence à une région humide, malsaine même en climat identique, et qui n'est pas aussi bien partagée sous le rapport des voies d'eau.

Non, mais le Texas a devancé la Louisiane sous le rapport des voies de terre, et l'on compte vingt-cinq mille de fer dans cet Etat quand il n'y en a que quatre ou cinq dans le nôtre. Ce retard dans nos facilités de communications pratiques, dans a causé beaucoup de torts et nous en causera beaucoup encore. Le colon nouveau a suivi les lignes ferrées du Texas et en fait construire toujours de nouvelles. Ces lignes le rattachent plus particulièrement aux Etats florissants du Nord-Ouest qui lui envoient à très bon marché les produits manufacturés dont il a besoin, et pour le paiement desquels le Texas leur devoient ses produits agricoles. Par conséquent il progresse avec ces Etats, et les bénéfices déjà réalisés par eux commence leur en assurent mutuellement beaucoup d'autres.

D'après cela, nous concluons que le chemin de fer du Pontchartrain ne sera pas suffisant pour détourner vers la Nouvelle-Orléans un commerce qui paraît avoir pris une autre direction. Nous pouvons en juger par le bénéfice très restreint que nous a valu la prolongation du chemin de fer des Opelousas. Nous sommes convaincu'hui tout près de la capitale du Texas que nous pouvons atteindre en un jour, et nous ne nous apercevons que très peu de ce voisinage. Les voyageurs n'abondent pas plus que les produits, et nous en sommes toujours à hâter notre expédier. Pourtant, bien oubliions que nous avons été devancés dans ce système de communications rapides et nous ne remarquons pas que lorsque nous serons toucher à notre but, nous verrons encore et bientôt après que nous ne l'avions pas atteint parce que d'autres auront marché plus vite. Pour un chemin de fer que nous aurons de plus, d'autres auront ajouté à leur réseau plusieurs lignes nouvelles, ce qui fait que nous ne serons pas plus avancés qu'avant.

Pour regagner le temps perdu, il nous serait fallu progresser plus vite, et de manière à l'emporter sur nos rivaux. Sous le rapport des voies de communication nous sommes commencement en arrière. Il y a quelques jours, les juges de la cour suprême ont été obligés de prendre la voie du Texas pour se rendre à Shreveport et ils devaient tenir leur session ensemble. Ils ont dû passer par Houston pour arriver à une ville importante de la Louisiane. Cela changera bientôt, mais il sur le point le chemin du Pontchar nous donne satisfaction, il s'écoulera beaucoup de temps avant que nous ayons avec les autres points de communications qui permettront aux denrées et qui nous permettront à nous-mêmes, de visiter économiquement des lieux qui, par eux-mêmes, favorisent tous les essais de colonisation.

L'émigration étant pour nous l'intérêt le plus pressant, c'est à la multiplication de nos communications par voies ferrées que nous devons viser, et nous avons l'espoir d'être aidés par les capitalistes qui cherchent des placements avantageux. Il est heureux que les chemins de fer aient donné de bons revenus pour l'année dernière; les compagnies en seront encouragées; avec un résultat pécuniaire si beau, elles n'auront pas à craindre, de sitôt du moins, la dépression trop hâtivement prédite des valeurs industrielles. Le soutien de ces valeurs, qui sont en hausse, nous garantit la combinaison et l'exécution de nouveaux projets.

Le Gouverneur McEnery.

Samuel D. McEnery, qui a déjà présidé comme lieutenant-gouverneur, une session de trois mois du Sénat, et qui a rempli l'intérim pendant le voyage que fit son prédécesseur l'année dernière, et pendant sa dernière maladie, ne peut point être pour nous un homme inconnu. Il est vrai qu'il n'a pas eu l'occasion de prendre de grandes mesures, le calme ayant toujours prévalu dans les affaires d'Etat depuis qu'elles ont été réglées par la Convention. Mais nous croyons savoir même qu'il n'est monté assez réservé, assez grave et assez prudent pour que nous ayons confiance dans son jugement et ses lumières.

Le gouv. McEnery, dans sa carrière politique, a été précédé d'une bonne réputation ; nous sommes convaincus qu'il en est digne, et nous avons l'espoir que ses actes ultérieurs ne donneront pas tort à notre conviction.

Le gouv. McEnery est né à Monroe, paroisse Ouachita, dans cet Etat, le 28 mai 1837. C'est donc encore un jeune homme, bien qu'il ait cinq ans de plus que son prédécesseur.

Cérémonie d'installation du gouverneur McEnery.

DÉPARTEMENT DE L'EXÉCUTIF.
Etat de la Louisiane,
Nlle-Orléans, 17 octobre 1881.

Qu'on se souvienne que le 17 octobre 1881, à 10 heures du matin, SAMUEL DOUGLAS MCENERY étant, en vertu de l'élection, lieutenant-gouverneur, et étant devenu gouverneur par la mort du gouverneur élu, a, dans la salle de l'Exécutif, prêté le serment que prescrit l'article 100 de la Constitution,

L'Hon. R. N. Ogden, Orateur de la Chambre des Représentants, a brièvement annoncé le fait de la réunion.

Le révérend Père Hubert a dit une prière solennelle et touchante dans la quelle il a appelé les bénédictions du Ciel sur le gouverneur et le peuple de la Louisiane.

L'Hon. H. L. Lazarus, juge de la Cour Civile du District, a lu le serment constitutionnel, que le gouverneur McENERY a répété, alors par silence, d'une voix ferme et distincte.

Le gouverneur a ensuite signé, et le juge a attesté un duplicata à déposer parmi les archives du secrétaire d'Etat.

En outre du juge, de l'orateur et du révérend Père, étaient présents : Hon. Wm A. Strong, secrétaire d'Etat; Hon. A. Jamel, auditeur des comptes publics; Hon. J. C. Egan, avocat général; Hon. Wm. A. Robertson, président du Sénat et maintenant ex-officio lieutenant-gouverneur; Oscar Arroyo, Esq., sous-secrétaire d'Etat; l'Hon. J. F. Pollock et l'Hon. Edwin Harris, sénateurs d'Etat; gén. Wm. M. Owen, adjudant général, et le col. E. H. McCaleb, juge avocat; colonels J. B. Vinot, E. A. Deeres, A. M. Summers, George A. Lanaux, T. Lee Shute, Frank Kennedy, T. Generelly et C. A. Larendon, major E. Wood, MM. Lothrop et Fitzpatrick, des bureaux de l'Exécutif, et le secrétaire privé du gouverneur.

La cérémonie terminée, les assistants sont venus saluer le gouverneur, qui les a remerciés de leur présence.

E. W. HALSEY,
Secrétaire privé.

Nous avons reçu, hier soir, de la grande maison LATHAM, ALEXANDER & CIE, banquiers et négociants commissionnaires, 16 et 18 Wall Street, New York, un très intéressant volume intitulé "Cotton movement and fluctuations, 1875 to 1881." On y trouve de précieux renseignements.

Presse à vapeur de la Levée.

Les actionnaires de cette presse sont convoqués pour jeudi, 20 du courant, à 10 heures du matin, au bureau de la compagnie, rue Gravier, No. 167, pour ratifier le compromis fait avec la Banque des Citoyens de la Louisiane et l'émission des bons d'hypothèque autorisés par le Bureau des Directeurs dans la réunion du 17.

Musique.—Nous avons reçu de M. F. W. Helmick, éditeur de musique à Cincinnati, rue St-Elm No 180, une ballade commerciale intitulée : "Never go back on a traveling man, or the boys on the road." dédiée à cette grande fraternité de voyageurs qui, en Amérique, gagnent leur vie par une activité de locomotion incessante. Les paroles et la musique de cette ballade ne manquent pas de mérite.

GRAND OPERA.—Ce théâtre était fermé de mardi, la représentation d'ouverture, Mademoiselle Litti, y en ayant eu pas moins hier soir, puisque déjà, pour beaucoup de gens, les Récréations n'étaient plus choses nouvelles, ce qui veut dire que ces décorations ont été pour beaucoup dans le succès de la première soirée. Les artistes de l'Ouest sont certainement des artistes très recommandables, mais bien que supérieurs à ceux de Haverly dans quelques parties de leur programme nous doutons qu'ils soient capables de tenir le curiosité du public éveillée pendant une série de représentations. Mais l'on connaît les choses d'une manière remarquable, et cette supériorité suffira peut-être à faire compensation pour ce qui leur manque.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—M. Geo. Williams a fait bonne chandelle dimanche et hier soir dans "Wanted—A Carpenter", et si cela dure l'Académie pourra compter sur une bonne saison. Quand les plus fraîcheurs. "M. Geo. Williams a un talent sérieux tout à fait capricieux, il ne rend pas rôles de manière à ce qu'on ne les oublie jamais. Après "Wanted—A Carpenter", Geo. Williams reproduisait "Notre Sénateur Allemand" dans la pièce de ce nom, et ce rôle a été toujours pour lui une occasion de grand triomphe.

THEATRE ST CHARLES.—Olivette était connue ici de réputation avant l'arrivée de la troupe d'opéra-comique de Hess, et comme cette troupe se compose d'artistes de beaucoup de talent, le succès de la pièce a été général. Mlle Emma Hiecor est vive, gracieuse ; elle a une voix agréable ; elle agace, elle provoque, elle séduit. C'est ce qu'on appelle une agréable et gentille actrice qui à elle seule ferait la fortune d'un théâtre. M. Pankos et M. Marin jouent très bien leur partie, en sorte qu'il est très probable qu'Olivette sera le succès de la saison.

Hôtes, madame, nous sommes fâché de vous le dire, mais c'est vous qui avez tort et votre calculateur qui a raison. Oui, on peut faire le *pain perdu* sans employer du lait et voici comme : On casse six œufs dans un plat creux et on les fouette légèrement. On ajoute un grain de sel, une cuillerée et demie d'une de sucre d'orange, une cuillerée de bonne eau-de-vie et de la crème de citron ou en quantité suffisante; après quoi on redouette les œufs jusqu'à complète perfait des blancs et des jaunes. On met alors à tremper dans le plat des tranches de pain découpées en forme de croûtons, d'étoile, de disque, etc. Lorsqu'elles sont bien imbibées, on les fait frire de belle couleur et on les sert saupoudrées de sucre.

Heureux ceux qui meurent jeunes.

Dis-le quelle est la mort? c'est le baiser des d'eux.

[Hégésippe.]

C'est certes quand la mort frappe sur la jeunesse, unie à la popularité fondée sur des services rendus, sur de la gloire acquise et sur le patriotisme ardent, que la vérité exprimée dans le vers antique qui précède apparaît dans toute sa lumière.

Achille, Alexandre, Charles XII, tombés à la fleur de l'âge, dans tout l'épanouissement de la jeunesse, dans tout l'enivrement de la gloire acquise, sont restés beaux, valeureux dans la mémoire de la postérité. Les haines qui s'attachent au mérite ne les avaient pas encore salis de leur bave impure. Les qualités inhérentes à la jeunesse, la générosité, la bravoure, n'avaient pas subi cette transformation fatale qu'amène inévitablement l'exubérance des années.

Jeunes, beaux, glorieux, enthousiastes, nous les voyons à travers les âges, tels que les poètes et les historiens nous les ont peints dans des pages sans rature.

Les hommes qui vieillissent dans la direction des choses humaines, se modifient à mesure que l'expérience jointe aux années embétissent chez eux le calcul à l'enthousiasme. Que de brillantes réputations acquises au début d'une carrière, qui s'affaissent pour faire place soit au dédain, soit à l'oubli.

Sur les sommets d'où plânent les hommes que leur mérite ou la faveur populaire y ont portés, il n'est pas bon de vieillir. La nature humaine, qui a ses défaillances, a aussi des élans heureux : C'est l'espiègle de la jeunesse.

Les anciens avaient fait avant nous ces observations psychologiques. La mort des hommes jeunes qui s'étaient distingués dans les différentes carrières ouvertes à l'intelligence humaine, et qui sont dans celle du gouvernement des peuples et de la conduite des armées, les laissaient indifférents. Sachant que les débuts d'un gouvernant quelconque sont marqués par des actes de générosité, ils n'ignoraient pas non plus que l'ouvrement du pouvoir ébranle les têtes les plus solides. Aux premières heures, marquées de blanc pour les populations, succédaient les jours sombres des abus et de la tyrannie.

Aussi disaient-ils: heureux ceux qui meurent jeunes!

—Pour le foie, rien n'égale le Bitter Malakoff

LOUISIANE.

Le *Journal d'Ibérie*, du 15 octobre :

Le temps a été superbe toute la semaine. Les journées ont été chaudes et les nuits fraîches. La cueillette du coton se poursuit activement. Les ouvriers font les préparatifs pour la roulaison.

Le *Sentinelle de Thibodaux* du 15 octobre :

Le temps est très propice pour les préparatifs de la roulaison et préparer la terre pour recevoir l'ensemencement de la prochaine récolte. Cependant il est plus probable que les travaux de roulaison commenceront avant le milieu du mois prochain.

L'*Etoile d'Ibérie* du 15 octobre :

Les personnes qui s'intéressent à l'avenir de la Louisiane à son industrie sucrière, ont-elles porté attention à l'importance de l'article publié dans l'*Abeille* à propos de la colonie qu'il est question d'établir dans le Minnesota ? Si elles ne l'ont pas fait, elles ont eu tort, car l'un des points principaux et l'une des conditions spéciales imposées aux fermiers adhérents est la construction d'une usine centrale, pour laquelle ils devront cultiver un certain nombre d'arpents de betteraves afin de lui fournir la matière première pour en extraire et fabriquer le sucre. Cet établissement établissement l'attention avec laquelle les gens du Nord entrent la progrès de la sucrerie betteravière en Europe et leur désir de doter leur pays, non seulement d'usines perfectionnées, mais aussi de cultivateurs déjà au fait des travaux et des soins qu'exige cette récolte.

Il n'y a pas à se dissimuler; il faut que toutes les régions tropicales où la canne se cultive se mettent à la hauteur du progrès accompli par la production rivale si elles ne veulent pas se voir totalement dépassées en rendement et en prix, que la lutte entre elles serait désormais impossible. Si la surface où peut se cultiver la canne est immense ; celle adaptée à la betterave ne l'est pas moins, et cette dernière a de plus l'avantage de se trouver sous une température à laquelle sont habituées les légions des travailleurs de l'Europe. L'esclavage étant mort dans les colonies françaises, anglaises et aux Etats-Unis, il devient prêt à disparaître à l'île de Cuba et au Brésil, il faut donc ne plus compter démormais que sur un labeur intéressé, auquel il importe d'offrir des avantages positifs, non seulement pour le conserver, mais encore pour l'obtenir en quantité suffisante pour lutter contre la rival qui le guette à la porte. Il est encore un point fort important qui découle de l'établissement de sucreries betteravières au Nord des Etats-Unis, c'est celui du tarif. Supposant que cette industrie puisse arriver à une production importante qui coûtât 20$ de moins que la canne et rapporte 100 par hectare, il devient que le gouvernement des Etats-Unis — n'étant plus aussi intéressé pour ses revenus, attendu la production intérieure—se hâtera d'abaisser notablement le tarif, qui déjà n'est maintenu que par les efforts constants des producteurs de sucre, la clairvoyance du système bien connu d'Etat et les besoins pratiques, qui soutient dans l'avenir le possibilité de pouvoir suffire à la consommation, mais qui actuellement comprennent que le tarif actuel est une nécessité, pour qu'elle puisse prendre tout le développement dont elle est susceptible.

On voit donc par ces raisonnements, qui sont loin d'être spécieux, que de toute nécessité la Louisiane est tenue de changer son système ou plutôt de le modifier de telle sorte que sa production augmente considérablement par la plus grande surface cultivée et la plus grande rendement que la science a démontré pouvoir être obtenu.

L'idée, en plutôt la question, émise notellement est celle-ci : Peut-on cultiver en Louisiane pour et faire assez de sucre pour la consommation du pays? Nous n'hésitons pas un seul instant aujourd'hui, pas plus que nous n'avons hésité jadis à répondre affirmativement, car des espaces immenses, comparativement vierges, sont propres à cette culture et n'attendent que des bras et du capital pour donner produire une immense récolte, pour ne citer que la région qui nous entoure, et ce n'est qu'une infime fraction du tout, il y a place aux Attakapas pour cent, un plus, mêmes centrales, qui y travaillerait autant de matière première qu'il leur serait possible avec les appareils les plus parfaits de fabriquer en un produit de première ordre. Dans un grand nombre de paroisses, disons sucrières, il y a d'immenses espaces inexploités, et dans un grand nombre d'autres dont le sol est excellent ; cette culture est cette industrie n'est entièrement à établir. Que faut-il encore tout à fait pour à peu près la production actuelle? ce qual homme de sens peut dire que la Louisiane n'est pas susceptible de contenir une population triple et faire une somme proportionnelle de produits.

Que faut-il encore ? Un appui maintenu dans ses limites pas un symbole qui offre une sécurité à peu près complète et toutes les terres du delta de la rivière Rouge, canal par la rivière Atchafalaya, ce qui est absolument la même chose, deviennent immédiatement cultivables; or chacune cultivée avant la guerre, un rendement de deux à trois boucaux par pouvait facilement obtenu. Le développement de ce delta est immense, le bois y abonde, les communications par eau sont innombrables ; rien n'empêcherait, par conséquent, n'importe quelle considérable d'usines ne s'y établissent avec la certitude du succès.

Que nous faut-il donc? Des bras et du capital! Sachons donc les obtenir, même s'il nous faut faire quelques sacrifices plus apparents que réels, mais qu'on tient déjà en cause nous sommes certains de recouvrer en centuple. Hâtons-nous! profitons du bon vouloir des capitalistes du Nord, qui tournent les yeux vers notre région. Hâtons-nous de nous procurer un labeur intelligent et progressif en lui favorisant l'avenir, sans quoi l'industrie sucrière de la betterave s'établira avec tant de puissance que la lutte que nous aurons alors à soutenir sera une des plus rudes que la Louisiane puisse éprouver. Encore une fois : hâtons nous!

Nouvelles télégraphiques.

Un extrait du "Times".

Londres, 13 octobre—Le Times écrit ce matin : "Quoique le gouvernement anglais soit naturellement désireux de rester d'accord avec la France au sujet des affaires d'Egypte, il reconnaître probablement la nécessité qu'il y a pour lui de faire comprendre clairement que les intérêts de la France en Egypte, pour si importants qu'ils soient, ne peuvent en aucune façon être mis en parallèle avec l'importance des nôtres."

L'Opinion de Hobart Pacha.

Londres, 13 octobre—Hobart Pacha, chef de l'amirauté turque, dit au Standard : "Personne ne peut nier le droit de souveraineté du sultan sur l'Egypte, et, quoi qu'il ait augmenté et libéralement autorisé l'ingérence de l'étranger dans les affaires égyptiennes, ce serait aller trop loin que de lui donner le pouvoir de disposer les armes et de ne rien dire quand on fera descente sérieuse éclate parmi les troupes égyptiennes, qui ne sont rien de plus ni rien de moins que des troupes turques."

Grévy et Gambetta.

Paris, 13 octobre—Le président de la République a reçu aujourd'hui M. Gambetta.

L'entrevue de Gambetta et de Bismarck.

Un démenti.

Londres, 13 octobre—Le correspondant berlinois du *Times* écrit : "Le bruit d'après lequel M. Gambetta aurait eu une entrevue secrète avec le prince de Bismark ne trouve aucune créance dans les cercles sérieux de Berlin."

Le Congrès phylloxérique de Londres.

Londres, 13 octobre—Une dépêche de Paris au *Times* dit que le congrès phylloxérique réuni à Bordeaux étudie la question des dégâts américains. Les conclusions restaient à peu près les mêmes.

Arrestation de M. Parnell.

Dublin, 13 octobre.—M. Charles S. Parnell, le fameux agitateur irlandais, a été arrêté en vertu de la Coercion Act et il s'était arrêté avant de se rendre à la convention de Kildare. L'inspecteur Malon s'est rendu à l'hôtel ce matin à neuf heures et a fait parvenir au chef de la Ligue agraire une lettre par laquelle il l'informait qu'il désirait le voir. M. Parnell était encore couché ; il fit répondre à l'inspecteur qu'il serait heureux de le recevoir dès qu'il serait habillé. Quelques instants après, sur l'assurance qu'il était attendu, l'inspecteur Malion entrait dans la chambre de M. Parnell, suivi du député Sheridan.

Parnell demanda à l'inspecteur : "Avez-vous l'intention de m'arrêter?"

"Oui," répondit Malion, exhibant un mandat d'amener signé par M. Forster.

Parnell examine le mandat et répondit : "C'est bien" et il sortit avec les deux agents de police. Une voiture attendait à la porte dans laquelle prirent place les trois personnages.

"Prison de Kilmainham !" cria Malion au cocher. La voiture partit suivie d'une seconde dans laquelle se trouvaient quatre policemen en bourgeois. Arrivé à Kilmainham, M. Parnell fut conduit dans une cellule.

Cette arrestation n'a provoqué aucune démonstration. Toutefois la police et les autorités militaires ont pris des dispositions de nature à rétablir l'ordre dans le cas où il viendrait à être troublé.

L'arrestation de M. Parnell était attendue depuis quelque temps et MM. Forster et Gladstone l'avaient fait prévoir. Il est probable que d'autres personnes seront arrêtées prochainement.

Un télégramme de Dublin aujourd'hui à Londres annonce que le pouvoir exécutif est décidé à faire arrêter tous les chefs de la Ligue agraire.

Deux trains amenant des troupes du Curragh sont arrivés ici. Ces troupes ont été réquisitionnées par les autorités.

Le ministre de la guerre en Italie.

Rome, 13 octobre—On croit que le général Ferrero, ministre de la guerre, est sur le point de donner sa démission à cause de l'opposition qu'il rencontre parmi ses collègues du ministère à ses idées d'augmentation de l'armée.

Restaurant de la Louisiane.—Sous ce nom, il s'ouvre aujourd'hui, au No 113 de la rue Donaue, un grand restaurant qui sera tenu par M. Louis Bezaudun. Situé à proximité du grand boulevard Canal et dans une des meilleures parties du second district, le nouveau restaurant jouit à ce grand avantage celui d'être dirigé par un homme passé maître dans l'art culinaire et qui ne reculera devant aucun frais, devant aucune peine pour se gagner une bonne et nombreuse clientèle. Débitant dans les conditions les plus favorables qui se puissent désirer, M. Bezaudun doit arriver rapidement à la réalisation de ses vœux de réussite. Il a pour l'aider à conquérir sa toison d'or, un puissant auxiliaire en sa femme que l'on a connue pendant tant d'années aux fourneaux du Café Français, au comptoir du restaurant de de jeune Mme Antoine Alciator.

Aujourd'hui, Mme Bezaudun travaille à l'édification de sa propre fortune et nous ne doutons pas qu'elle y parvienne car elle possède l'expérience, les connaissances administratives et les qualités personnelles voulues. Voilà autant de garanties pour les futurs habitués du "Restaurant de la Louisiane" qu'ils y trouveront tout le confort et tout le bien-être désirables : courtoisie de bon ton chez les patrons, service poli et empressé chez les garçons, excellence de vins dans la cave, et sur la table, abondance et variété de mets exotiques et autres, les plus fins, les plus délicats que révèrent les gourmets. Nous engageons nos lecteurs à jeter les yeux sur une annonce relative à l'ouverture de l'établissement en question.

—Jeunes et vieillis sont faites usage d'un ce collent fortifiant, le Bitter Malakoff.

Le *Vicksburg Herald* dit que le montant de monnaie contrefaite, nickels, dimes, quarts et demi dollars en circulation devient alarmant. Ce journal ajoute que cette contrefaçon est faite, aux Etats-Unis.

Le comité chargé de recueillir les fonds destinés à Miss Garfield vient de déposer $275,000 au département du trésor au nom de Miss Garfield et de son enfants, au taux de 4 pour cent, ce qui constitue un revenu annuel de $11,000. La somme ne peut être remboursée par le gouvernement avant 1907.

Le chemin de fer est en opération de Corpus Christi, Texas, à Laredo, sur le Rio Grande. Les wagons ont pris de belles proportions entre Corpus Christi et Corpus Christi, que la compagnie des steamships Morgan a été mettre deux nouveaux navires sur cette partie de la route.

Les ingénieurs chargés des améliorations à faire aux différents bayous de la Louisiane ont fait leurs rapports. Ils constatent que les travaux sont très avancés et achevés sur quelques points. Le bayou Lafourche, la passe Calcasieu, la rivière Vermillion, Terrebonne, ont été l'objet des travaux des ingénieurs. Le contrat pour l'amélioration des rivières Tickfaw et Tchefuncta a été signé ainsi que celui pour l'amélioration de la rivière aux Perles, au-dessous de Jackson.

Une bonne nouvelle relevé de par le *Natchez Journal* dans le compte-rendu de la dernière séance du congrès de la Mississippie :

Mais le comble de succès, dans ce grand auquel nous avons peine à nous habituer, grâce à un reste de logique qui surnage au-dessus de toutes ces folies, est le début de cet orateur qui, la main engagée dans son gilet, le bras droit étendu, a prélude de la sorte :

—Messieurs,

Je suis ethée, Dieu merci !

M. Rochefort dans *l'Intransigeant* demande carrément qu'on évacue la Tunisie :

Le plan de la "grande filouste" était de forcer le gouvernement français à prendre à sa charge, ou plutôt à la nôtre, la dette tunisienne dont les obligations donnent été converties en trois pour cent, ce qui eût été le pendant du coup de la conversion, dont le souvenir est encore vivant dans le monde des agioteurs.

Aujourd'hui que nous autres, empêcheurs de "tripoter en rond", avons démasqué ces batteries infiniment plus dangereuses que celles dont on menace Ben-Ameena, nous défions le ministère de procéder à l'opération projetée.

Le jour où l'*Officiel* annoncerait que les détenteurs d'obligations tunisiennes peuvent passer au Trésor où on leur échangera leur papier contre de la rente, tout le monde s'écrierait :

"Tiens! Les journaux intransigeants disaient la vérité, et les feuilles opportunistes mentaient comme des arracheurs de dents."

Le coup est donc manqué, et les millions qu'on rêvait vont aller rejoindre les milliards des trésors de Marne.

Or, pourquoi avait-on désorganisé l'armée, mis la flotte en bisaile, et débarqué de malheureux soldats qu'on ne remmènera probablement pas? Uniquement pour arriver à satisfaire les membres du plus vénaux des syndicats.

Ces députés ont déshonoré irrémédiablement l'indignation publique ne leur laissera pas le temps d'organiser leurs millions.

Mais puisque l'expédition tunisienne n'a été entreprise qu'en vue d'une exploitation financière devenue impossible, ladite expédition n'a plus aucune raison d'être. Si le gouvernement méditait moins d'entêtement à moins d'incapacité, on conduite serait toute tracée.

Il donnerait immédiatement M Roustan, et rappellerait les troupes. On laisserait le Bey reprendre les ministres qui conviennent à son tempérament, et on l'abriterait la Tunisie pour n'y plus remettre les pieds.

—Mais le drapeau de France est engagé! s'exclameront les opportunistes qui n'ont jamais eu d'engagés que leurs capitaux ; car il est à remarquer que moins un homme a de bien, plus il insiste pour que les autres se battent à sa place.

Nous répliquerons que si le drapeau de la Tunisie n'a rien à faire en France, le drapeau de la France n'a rien à faire en Tunisie. C'est à Alger et non à Kairouan que le nôtre est planté.

Nous avons commis une faute grave en allant à Tunis; notre seule ressource est d'en revenir. Il n'y a aucun déshonneur à reculer chez soi, quand on n'a pins rien à faire chez les autres.

Calomnies !...

Les intransigeants meurt, en politique, d'un prurit qui, s'il n'est pas mortel, manque, toutefois, rarement de produire son effet. Ce prurit est nommé la calomnie. Basile, qui, dans le *Barbier de Séville*, fait, en professeur, la théorie de la calomnie, et en précise très exactement les effets. Toute la politique des intransigeants paraît être, actuellement, de calomnier leurs adversaires. Et les adversaires des intransigeants ne sont pas, comme on pourrait le croire, les cancrelats de la République. Oh non! de ceux-ci, les intransigeants ont un médiocre souci, et s'ils l'ont exprimé, c'est pour leur fournir des armes contre les républicains sérieux. Les adversaires des intransigeants sont ceux qui, fermement attachés à la République, se font, de la République, une autre idée que les intransigeants.

C'est une des dernières qu'ils s'inharmonnent. Il n'est point une de leurs actions que nos intransigeants n'incriminent, non au point de vue politique, — ce qui serait leur droit, — mais au point de vue de l'honneur, de l'honnêteté privée. Les ultra-radicaux veulent et découvrent, parce que nous sommes, avec rage, des actes d'improbité, de concussion, de vol même. Il n'est point homme au pouvoir qu'ils ne soupçonnent et n'accusent des faits les plus déshonorants. Dans leur emportement, ces gouverneurs, ces amateurs de désordre, ces gouverne. Les ministres eux-mêmes sont accusés de vénalité, et ils sommeut, tour à tour, les Martel, de se lever des impatiences qu'ils portent contre eux.

Que veulez vous ? c'est leur manière, à ces républicains-là, de servir la République. Il leur est agréable et doux de montrer qu'il n'y a pas dans la République un honnête homme, hors eux et leurs amis, et que le gouvernement n'est autre chose qu'un repaire de filbustiers qui les inquiète, à leur profit, de l'honneur national et de la fortune publique.

Depuis quelques jours, nous ne savons quels reconnaissances traînent dans de petites feuilles sur les origines de la question tunisienne! Il y est parlé de traités secrets, de débats de gouvernement, de dépêches interceptées, de concessions, de spéculations sur la dette tunisienne. Bh, là-dessus, on comme les hommes du gouvernement de la preuver qu'ils sont innocents de ce dont on les accuse ? Car c'est encore là un des procédés de ces grands politiques. Ordinairement, c'est celui qui accuse un citoyen d'être un filou, de prouver ce qu'il avance. Eux, ils accusent, et ils sommeut l'accusé de prouver qu'il est innocent. Mais on ne prouve pas qu'une chose n'est point ; on ne prouve pas une négation : c'est à celui qui accuse de prouver le fait qu'il avance. Toutefois, comme les grands médecins de Molière, les intransigeants ont changé tout cela, et ils ont mis le cour à droite.

Donc, certains journaux racontent des choses abominables, qu'ils devraient prouver. Le dernier, d'ailleurs, connu le *Vérité*, s'écrient; "Ces révélations ont fait leur effet;..... il *faut se faire qu'elles ne soient pas de tout point exactes*", mais cela ne fait rien : il y a quelque chose, néanmoins, car "dans ce pays où les maîtres du pouvoir disposent de la force publique et des forces du pays, *et où ils n'ont de compte à rendre à personne*, malgré la fiction de la responsabilité ministérielle, il est trop facile aux ministres de s'élever à toutes les concessions....."

Eh bien, qui est dit. Oh! Sainte, tu n'étais qu'un enfant auprès de ces grands politiques. Ils ont découvert que la responsabilité ministérielle n'est qu'une fiction, et qu'il est facile aux ministres de se livrer aux concussions. Et, de là, à conclure qu'ils s'y livrent, il n'y a qu'un pas ; ce pas est bientôt franchi. Et, chaque jour, on lit dans certaines feuilles que notre gouvernement est un que la forêt de Bondy est, auprès de lui, un séjour d'honneur et de probité.

Et les mêmes gens qui écrivent ces choses répètent, tous les jours, que "la liberté de la presse laisse beaucoup à désirer." Ces Basiles de radicalisme, dont l'arme est la calomnie, dont le sentiment dominant est l'envie, passent leur temps à tremper leur plume dans le fiel; ils haïssent les meilleurs serviteurs de l'Etat, ils s'écrient, par surcroît : "Nous ne sommes pas libres !"

Ce que nous souhaitons, c'est que ce vilain spectacle ne détourne pas notre pays de la liberté. C'est une chose qui monte, et, peu à peu, cela passera. Le plus sûr moyen pour que cela passe, c'est que le public garde son sang froid, et considère avec le dédain qu'il mérite, ce débordement d'injures, de haines et de rage. Il ne faut ni confondre, ni solidariser la République avec ce parti de la haine, de l'invective, de l'envie, de la délation et de la calomnie.

(*Le Journal des Débats*)

Les Français au Nord-Ouest.

Nous lisons dans le *Métis* de Manitoba :

Nous avons le plaisir d'annoncer l'arrivée de M. A. Lacerte, dont la visite l'an dernier a laissé partout un agréable souvenir. Nous lui souhaitons la bienvenue la plus cordiale.

Chargé en 1880 par le gouvernement français de venir étudier sur place les immenses ressources agricoles des vastes prairies de l'Ouest canadien, M. de Lacombe a publié sur ce pays, sous une forme des plus attrayantes, une brochure qui a eu un grand et légitime retentissement.

Nous en avons parlé dans le temps.

Ce n'est plus comme délégué officiel que nous revient M. de Lalonde aujourd'hui, combattant les mêmes courtoisie le pas derrière tous les admirateurs de notre pays; c'est un colonisateur puissant qui nous arrive, convaincu par ce qu'il a vu, croyant aux faits qu'il a étudiés et voulant revendiquer sa part d'action civilisatrice dans la colonisation des pays du Nord-Ouest de l'Amérique.

M. de Lalonde a joué en France les bases d'une riche compagnie qui va entreprendre dans quelques mois la colonisation de deux cent mille acres de terre mâchée du syndicat.

Quoiqu'organisée en France, cette compagnie s'adressera à tous les pays pour y prendre ses colons.

C'est une opération financière qui a les plus belles chances de succès.

Nous ne croyons pas être indiscret en attribuant à M. le baron J. de Reinach et à M. Kohn, membres français de la compagnie du Pacifique Canadien, le mérite d'avoir aidé M. de Lalonde à réaliser son grand projet.

Déjà par l'organisation de puissantes compagnies de colonisation sur tous les points du continent européen que le syndicat veut s'y prendre pour coloniser ses 25,000,000 d'acres de terre. Déjà l'Ecosse a fourni son contingent, et une compagnie écossaise en a acheté 400,000 acres pour sa part. On parle d'autres sociétés du même genre déjà formées ou en voie de formation.

Le capital de la compagnie de M. de Lalonde est de quatre millions de francs, et le bureau de direction compte les plus hauts noms et les